

avons une taxe de 8 p. 100 sur les ventes. Chaque 1 p. 100 de cette taxe rapporte au trésor public 18 millions de dollars pris sur le public canadien. Mais la taxe sur les ventes étant pyramidée, chaque 1 p. 100 qu'on y ajoute comporte un supplément de peut-être $\frac{1}{2}$ p. 100. Autrement dit, quand nous avons une taxe de 8 p. 100 sur les ventes, elle représente environ 12 p. 100 pour le peuple canadien quand elle atteint le consommateur.

Abaissons donc, d'un seul coup, de 3 p. 100 la taxe sur les ventes. La puissance d'achat de la population canadienne s'en trouverait accrue de 54 millions, si l'on ne tient compte que du montant que ce 3 p. 100 rapporterait au trésor. Mais, compte tenu du pyramidage, cet accroissement de capacité d'achat atteindrait 80 millions. Ce supplément de puissance d'achat n'améliorerait-il pas les affaires au Canada?

Mes honorables collègues pensent-ils qu'un programme de travaux publics ou la confection de routes sur lesquelles la circulation ne sera jamais considérable, produira l'amélioration que donnerait un allègement des taxes? Se rendent-ils compte que ces travaux publics ou ces routes, à moins d'avoir pour la population canadienne une valeur d'échange supérieure au coût de production, amèneront un état de choses où chaque dollar de dépense qu'ils entraînent décroîtra au lieu d'accroître le nombre des travailleurs employés au Canada?

De plus, l'abaissement de la taxe sur les ventes bénéficierait à la nation entière. Elle serait plus profitable que la construction d'une route dans quelque endroit lointain du nord-ontarien, d'un inutile édifice dans quelque ville, ou d'une institution publique. La somme ainsi libérée se répand par tout le pays, de la Colombie-Britannique jusqu'aux Provinces maritimes. N'en résulterait-il pas un relèvement du commerce, une amélioration de la situation? Mais, me dira-t-on, cela nous assurerait un déficit. Peut-être que oui, peut-être que non. Le relèvement économique qui en résulterait suffirait peut-être à combler le déficit. Mais si l'on affecte cette somme à d'autres fins, qu'arrivera-t-il? On a un déficit, l'unique différence étant que l'on n'a, à bien dire, rien pour le compenser, tandis que d'après le plan que je propose, l'état des affaires s'améliorerait dans tout le Canada. Ce bénéfice s'étendrait non seulement à tout le pays, mais il atteindrait aussi toutes les classes de la population. De quelle valeur peuvent bien être un édifice public ou une route construits dans le Nord, au point de vue des cultivateurs de ma circonscription qui ne touchent qu'une si faible part du revenu national? Naturellement je parle au nom des cultivateurs de ma propre circonscription, mais mes remarques n'en visent pas moins tous les cultivateurs du

[M. Deachman.]

Canada. Comment peut-on leur venir en aide si ce n'est de la façon que j'ai indiquée?

Ma méthode profiterait non seulement au cultivateur, mais aussi au manufacturier—étant donné que les manufacturiers parlent sans cesse de l'accroissement du volume d'affaires, et j'estime qu'il y a du vrai dans l'argument qui veut qu'un plus fort volume d'affaires amène une diminution du prix de revient, d'où possibilité pour eux de soutenir la concurrence et de donner de l'expansion à leurs affaires.

Examinons pour un instant le tableau au sujet du revenu national. On voit à la page 23 un tableau comparatif du revenu national de divers pays, parmi lesquels figurent le Canada et les Etats-Unis. Ce tableau est basé sur un chiffre-indice. Si, en tenant compte de cet indice, on examine le tableau, on s'aperçoit que presque chaque année le revenu national du Canada a été à un niveau relativement supérieur à celui du revenu national des Etats-Unis. Tous les efforts qu'on a tentés dans ce dernier pays en vue d'améliorer la situation des gens en dépensant l'argent sans compter, sont restés totalement infructueux. Sans nous lancer dans de telles dépenses au Canada, nous avons obtenu des résultats relativement meilleurs que là-bas. J'ose dire que si l'on observe ce qui se passe actuellement aux Etats-Unis, on ne peut qu'acquiescer la conviction que leur situation est beaucoup plus risquée et incertaine que la nôtre. Il y a là beaucoup plus de chômage, plus de malaise et plus de désordres qu'il n'y en a eu au Canada. J'attribue en grande partie cette différence à l'attitude plus sensée du travail organisé canadien, mais l'une des causes principales est sans aucun doute la ligne de conduite plus judicieuse suivie par le Canada au cours des années où nous avons eu des tarifs peu élevés, ce qui nous a permis d'augmenter le volume de nos exportations et de nos importations et de développer ainsi le pays.

Les Etats-Unis n'ont recouvré jusqu'ici que 64 p. 100 du chiffre de leurs exportations de 1929, et nous en avons recouvré 94 p. 100. Le chef du parti de la reconstruction (M. Stevens) a déclaré qu'il ne compte pas sur le développement du commerce pour résoudre le problème. Je dois dire que l'honorable député a toujours été pessimiste. Dès 1936, il a dit la même chose. Voici ses paroles que je trouve à la page 1855 du hansard:

Ce qui laisse encore entendre que le Gouvernement cherche une solution éventuelle du problème social et économique du Canada dans la reprise normale du commerce.

Il était alors pessimiste. Le commerce d'exportation du Canada se chiffrait alors à 838 millions de dollars; il se chiffre aujourd'hui à